

Meeting – Nîmes
Discours de François Fillon
11 septembre 2011

Mes amis,

Je viens toujours avec plaisir dans le Gard rencontrer les militants et les sympathisants de l'UMP.

C'est l'occasion de retrouver Jean Paul Fournier qui sait toute l'estime que je porte à son travail au service de sa ville.

C'est l'occasion de saluer les parlementaires de notre majorité, Max Roustan, Etienne Mourrut, Jean-Marc Roubaud, le président du groupe du nouveau centre à l'Assemblée Nationale Yvan Lachaud et, venant de l'Hérault voisin, Jacques Domergue.

Nous sommes le 11 septembre.

Nous commémorons les attentats de New York et de Washington qui ont bouleversé, il y a 10 ans, tous les Français et qui ont contribué aux changements considérables qui ont affecté le monde depuis le début du 21^o siècle.

Je pense à cet instant à toutes les victimes innocentes de cet acte barbare !

Je pense au courage et aux sacrifices des pompiers et des policiers new-yorkais !

Je pense à la douleur des familles qui vécurent souvent en direct l'agonie des leurs.

Je pense au peuple américain blessé dans sa chair et dans son âme qui a su réagir avec dignité, dans le respect des valeurs que nous partageons avec lui.

Dans cette terrible épreuve, l'amitié franco américaine, forgée dans les tranchées de la grande guerre et sur les plages de Normandie, s'est encore renforcée.

Le 11 septembre restera dans l'histoire une date charnière, un jour qui aura marqué le siècle d'une empreinte indélébile.

Les terroristes pensaient que les américains ne s'en remettraient jamais ; ils se sont relevés comme savent se relever les grandes nations.

Les terroristes espéraient que nos démocraties se dissoudraient dans la peur. Elles ont réagi et engagé le fer contre tous les réseaux qui se réclamaient d'Al-Qaïda.

En Afghanistan, le régime des Talibans qui abritaient ces réseaux a été chassé.

Après 10 années de traque, Ben Laden a eu le sort qu'il méritait.

Les terroristes voulaient provoquer le chaos, déclencher le choc des civilisations, défier l'occident pour creuser un fossé infranchissable entre les peuples.

Ils auraient pu réussir.

La guerre en Irak n'a pas été une bonne réponse au crime du 11 septembre, mais les révolutions arabes et le succès des insurgés libyens appuyés par les forces de la coalition marque l'échec des terroristes.

A Tunis, au Caire, à Tripoli, au Yémen, en Syrie, les peuples ne se soulèvent pas contre l'occident, ils veulent la liberté, la démocratie, ils veulent des dirigeants qui les respectent, ils veulent l'éducation pour leurs enfants, ils veulent la justice et la paix pour leur pays. Et nous devons soutenir de toutes nos forces les hommes et les femmes de progrès de ces pays pour que les jeunes et fragiles démocraties ne soient pas à la merci des extrémistes qui voudraient les faire basculer dans la violence.

Dix ans après le 11 septembre, la guerre de libération menée par le peuple libyen avec notre appui, marque bien plus que la mort de Ben Laden le terme d'une période qui aurait pu voir le monde s'embraser dans une guerre sans fin et sans issue !

La France a joué un rôle clé dans cette conclusion heureuse. Sans l'audace et la clairvoyance du Président de la République les insurgés de Benghazi auraient été massacrés et leur révolution noyée dans le sang.

La tragédie du 11 septembre doit être méditée.

La solidité de la démocratie ne dépend pas seulement de ses institutions, elle dépend aussi de notre force de caractère.

Le mal triomphe devant la peur, mais il échoue devant le courage et le sang froid des peuples libres et soudés.

La France que nous aimons nous oblige à l'unité nationale lorsque l'essentiel est en jeu.

Elle nous oblige à croire encore et toujours aux valeurs républicaines, ces valeurs dont la solidité dépend du civisme qui anime chacun d'entre-nous.

Oui la France nous garantit des droits, mais en retour n'oublions jamais les devoirs qui s'attachent au maintien de la Liberté, de l'Egalité et de la Fraternité.

Mes Amis,

Le monde où nous vivons ne garantit plus aux vieilles puissances occidentales des positions dominantes immuables.

C'est un monde où les défis se multiplient.

C'est un monde où rien n'est acquis; où aucune grandeur n'est à l'abri.

Notre souveraineté nationale est aujourd'hui défiée par la crise des dettes souveraines.

Cet été, les Etats-Unis, la première puissance mondiale a vu ses finances publiques placées sous surveillance par certains observateurs.

C'est la crise d'une civilisation européenne qui a préféré vivre au dessus de ses moyens en s'endettant plutôt que de se remettre en cause.

Cette crise exige du sang froid et une volonté politique sans faille.

Elle commande d'agir au niveau européen.

Ceux qui parlent de sortir de l'euro et de revenir au franc n'ont aucune crédibilité.

C'est la solidarité européenne qui peut tous nous protéger.

La France et l'Allemagne se sont montrées à la hauteur de leurs responsabilités en instaurant des instruments communs pour sauver la Grèce, défendre l'euro et solidifier la gouvernance économique et budgétaire de l'Europe.

On peut toujours pointer les retards ou les difficultés des Européens à se mettre d'accord. Et c'est vrai qu'il n'est pas facile de mettre d'accord 27 pays différents, et que quand on a mis d'accord 27 gouvernements, il faut mettre d'accord 27 parlements.

Souvenons quand même que les Etats-Unis partagent une monnaie commune depuis 1788, et qu'il a fallu attendre les

années 1930 pour qu'ils créent des institutions capables de gérer leur espace monétaire de manière optimale !

L'Europe a été plus rapide.

Face à la catastrophe qui se profilait, les Européens ont toujours su trouver les solutions, qui ont permis de protéger notre pays et de protéger l'Europe et les européens.

Désormais, le sommet de la zone euro se réunit dès qu'il y a une décision à prendre.

Aujourd'hui, la mise en place d'un véritable gouvernement économique de la zone euro, au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, est amorcée.

Nous avons des agences européennes de supervision pour les banques, pour les marchés financiers et pour les assurances.

Nous avons créé, pour protéger la zone euro, un Fonds européen de stabilité financière.

Tous ces progrès ont été possibles parce que nous sommes revenus aux fondamentaux de la construction européenne, à commencer par la solidarité dans l'adversité.

L'année écoulée a confirmé le rôle capital du moteur franco-allemand, et sa capacité à bâtir une convergence budgétaire et fiscale.

Elle a aussi démontré l'expérience et la réactivité de Nicolas Sarkozy.

Dans l'opposition, aucun de ses concurrents n'offre la même solidité devant l'adversité.

Il faut agir au niveau européen, et il faut agir au niveau national.

Là, il faut nous concentrer sur deux priorités.

D'un côté, il faut aller chercher la croissance en investissant dans les secteurs d'avenir, en accentuant la compétitivité de nos entreprises, en misant puissamment sur la recherche.

De l'autre, il faut être inflexible sur nos finances publiques.

Nous avons un socle pour appuyer ces deux priorités.

Nous avons desserré le carcan des 35 heures, qui porte une lourde responsabilité dans la dégradation de notre compétitivité.

Nous avons encouragé les entreprises à investir.

Auparavant, plus une entreprise investissait en France, plus elle était taxée, même lorsque ses investissements n'étaient pas rentables. Avec la réforme de la taxe professionnelle, nous avons levé ce frein à la croissance.

Avec le triplement du crédit impôt recherche, nous sommes devenus un des pays les plus attractifs pour les investissements de recherche-développement et les centres de recherche.

Les premiers résultats sont au rendez-vous.

Malgré la crise, l'intensité en recherche et développement du secteur privé a progressé en France en 2008 et 2009, alors qu'elle diminuait depuis 2003.

Cela signifie que nos entreprises vont être en mesure, dans les prochaines années, de mettre sur le marché des produits nouveaux qui leur permettront de conquérir des parts de marché et de créer des emplois.

Nous avons réformé nos universités et donné à nos équipes de recherche des moyens financiers exceptionnels.

Enfin, nous avons lancé le programme d'investissements d'avenir. Ce sont 35 milliards d'euros qui sont concentrés sur l'industrie, la science, la formation.

D'un côté la croissance, de l'autre la rigueur budgétaire.

Chaque année, depuis 35 ans, notre pays vote son budget en déséquilibre; 35 ans que nous dépensons plus que nous ne gagnons.

Eh bien, c'est fini !

Nous nous sommes fixé une trajectoire de retour à l'équilibre qui n'est pas négociable : 4,5% de déficit en 2012, 3% en 2013 et 2% en 2014.

Face à l'évolution de l'environnement international, nous avons décidé, cet été, de revoir nos perspectives de croissance à la baisse et de proposer un plan d'économies supplémentaires de 11 milliards d'euros.

Comme toujours, chaque fois qu'il faut faire des économies, ça grince.

Comme toujours, le voisin du voisin du voisin, aurait préféré que cela tombe sur l'autre voisin.

Contre les critiques, contre les illusionnistes, contre tous ceux qui viennent dire à la télévision qu'une autre voie est possible, sans jamais dire laquelle, j'assume cet effort national !

Je lis quelquefois dans la presse que je promets aux Français «du sang et des larmes».

Mais la vérité n'est pas dans l'excès des formules.

Nous avons besoin d'effort.

Mais nous ne sommes pas dans une situation aussi difficile que d'autres nations européennes.

Notre crédibilité financière et budgétaire est l'une des meilleures au monde et les efforts que nous engageons sont là pour consolider cette position favorable qui est un atout.

Cet atout, il n'a pas surgi en un jour.

Dès le début du quinquennat nous avons réduit les effectifs de la fonction publique, dès 2008 nous avons enclenché le gel des dépenses de l'Etat et des collectivités territoriales, dès les premières secousses, nous avons lancé la réforme des retraites qui sécurise leur financement.

Grâce à tout cela nous sommes considérés comme une nation sérieuse et nous pouvons financer notre endettement à un coût historiquement bas.

Au parti socialiste, certains prétendent être au fait de l'importance de la réduction de nos déficits.

Mais quelle crédibilité peut-on accorder à un parti où l'on n'a jamais hésité à promettre l'augmentation des dépenses publiques et la multiplication du nombre de fonctionnaires, au mépris de toute rationalité ?

Quelle crédibilité peut-on accorder à un parti qui exprime toujours la volonté de revenir à la retraite à 60 ans, au risque d'asphyxier tout le financement de notre système social ? Quelle crédibilité peut-on accorder à un candidat, François Hollande pour ne pas le nommer, dont la seule ambition pour le service public est d'augmenter le nombre des fonctionnaires, sans même se demander comment ils seront payés ? Même ses amis socialistes commencent à se dire que tout cela n'est pas sérieux.

J'entendais récemment Martine Aubry proclamer qu'elle voulait «changer la vie».

Je ne croyais pas qu'on puisse ressusciter un tel slogan, dans des circonstances historiques aussi périlleuses.

Crise financière, crise économique, crise des dettes souveraines : depuis quatre ans nous subissons tous les chocs. Et je vous mentirais si je vous disais que nous sommes sortis de la bourrasque.

Ici, à Nîmes, je viens me battre avec vous pour faire en sorte que le quinquennat de Nicolas Sarkozy soit le socle d'une modernisation française qui n'est pas encore achevée.

La bataille électorale qui s'annonce sera décisive pour notre pays.

Nous devons la mener dans l'unité, en écartant de nous le démon de la division qui a toujours fait le désespoir de nos électeurs.

Bien sûr qu'il existe parmi nous des sensibilités différentes.

Bien sûr les ambitions des uns ou des autres ne sont pas illégitimes.

Mais n'oublions jamais l'essentiel : il s'agit de gagner pour servir la France pas de participer à un rendez-vous sans conséquence.

Unité d'abord, unité toujours, unité jusqu'au bout : voilà la discipline que nous devons nous assigner autour du Président de la République.

Ensemble, nous devons assumer ce que nous avons fait; sans nous vanter, mais sans nous excuser non plus.

Oui nous avons rencontré des obstacles, oui nous avons dû parfois ajuster le tir et remiser certaines de nos espérances.

Je mesure parfaitement les inquiétudes et le scepticisme des Français.

Ils attendent impatiemment la reprise économique : nous faisons tout pour cela, mais je n'ai pas de baguette magique.

Ils attendent que le chômage se remette à baisser comme nous avons réussi à le faire avant la crise: nous faisons le maximum pour épauler les demandeurs d'emploi, nous mettons le paquet sur l'apprentissage qui est la filière la plus solide pour les jeunes en quête d'un travail.

Ils veulent que la sécurité soit toujours la plus ardente de nos obligations républicaines.

Nous avons obtenu des résultats, mais rien n'est acquis. C'est un combat qui se mène dans la durée.

Ca n'est pas seulement le combat des forces de l'ordre, c'est aussi le combat de tous les citoyens, de toutes les familles, qui doivent s'opposer à la culture de la violence qui imprègne notre société. Et cela commence avec l'éducation de nos enfants.

Non, mes chers amis je n'ignore pas ce que ressentent les Français.

Je ne fuis pas mes responsabilités, je ne cherche pas d'excuses.

Nous avons agi avec sincérité, non dans l'espoir de plaire, mais dans l'espoir d'être dignes de la confiance que vous avez placée en nous.

Ce quinquennat qui devait se dérouler dans un contexte de croissance a été marqué au fer par la crise.

Et pourtant, sans vaciller, nous avons réformé, nous avons tenu le choc de la récession, nous avons réussi à protéger les Français, leur épargne, leurs emplois, leur mode de vie.

En Grèce toute la société vacille. En Espagne le chômage atteint les 20% de la population active et aux Etats-Unis, il a doublé.

Avec Nicolas Sarkozy nous avons agi selon les devoirs que nous dictaient les épreuves et nous sommes restés fidèles à nos idéaux.

2012 approche.

Trois camps vont s'affronter :

D'abord, celui du conservatisme désormais incarné par la gauche.

L'impôt plutôt que la réforme.

L'allocation plutôt que la responsabilité.

Le nivellement plutôt que le mérite et le succès. Voilà la philosophie du projet du parti socialiste.

De l'autre côté, il y aura le camp du populisme.

Les populistes jouent et misent sur nos angoisses, sur nos peurs et nos penchants les plus sombres.

Les populistes extrémistes n'ont jamais rien apporté d'autre à la France que la division, le repli, l'amertume, bref, le contraire de la grandeur et de l'honneur.

Après trois années de récession, beaucoup de nos concitoyens sortent de l'épreuve angoissés face à l'avenir.

Nous devons les écouter, les sécuriser, les entraîner à choisir la responsabilité plutôt que le vote protestataire.

Le vote protestataire est un cri qui ne mérite pas le mépris. Mais les partis extrémistes, eux, ne méritent rien d'autre que notre fermeté.

Entre le conservatisme socialiste et l'extrémisme populiste, il y a nous, la majorité présidentielle, progressiste, fière de ses valeurs nationales et européennes, fière de défendre le travail, le mérite, l'ordre républicain, la justice sociale, je veux parler de la vraie justice, celle qui n'est pas fondée sur des discours généreux mais des actes courageux.

Mes amis, nous gagnerons si nous rassemblons nos forces, et si nous maintenons notre ligne de vérité.

Ne vous laissez pas intimider par des sondages qui n'ont jamais fait la vérité des suffrages.

Il ne sert à rien d'être acclamé par les sondages si c'est pour être ensuite disqualifié par l'Histoire.

Et il ne sert à rien de ménager les statu quo, les susceptibilités, si c'est pour être un peu plus tard désigné comme le responsable des occasions manquées

Nous avons engagé des réformes qui auraient dû l'être depuis des années.

Nous modernisons notre pays pour qu'il soit en mesure de relever les défis mondiaux, et il y est aujourd'hui mieux préparé qu'il y a quatre ans.

Contre les conservateurs, contre les populistes, nous maintiendrons notre cap.

Nous irons vers les Français et vers la victoire avec la force de ceux qui savent qu'il n'y a pas d'espérance sans vérité.

Voilà l'intérêt national, voilà la République en action, et voilà la France que nous servons.

Vive la République, et vive la France.

